

## Contribution du Président Juncker à la revue “La Porta di Vetro”

Il y a cinq ans, en mai 2014, j’ai participé en Italie, à Florence précisément, à un débat aux côtés des autres têtes de liste aux élections européennes dont Martin Schulz et Guy Verhofstadt. J’ai alors expliqué que le programme sur lequel je faisais campagne était celui d’une Europe de la solidarité et que c’était notre dernière chance de montrer aux Européens que l’Europe travaille pour eux, pour répondre à leurs préoccupations et à leurs attentes. Et je crois que la Commission, que je préside, a respecté cet engagement.

A l’époque, l’Europe peinait à se relever de la plus grave crise économique, financière et sociale qu’elle ait connue dans sa jeune histoire. Cette crise a laissé de profondes plaies sociales qui sont encore à vif et de nombreux Européens ne ressentent pas dans leur vie quotidienne les conséquences de l’amélioration de la situation économique. Mais la vérité est que nous revenons de loin, que l’Europe a changé et que les choses s’améliorent.

### *L’Europe de la polycrise*

Comme je l’avais annoncé, *to be big on big things*, être ambitieux sur les grands enjeux et plus modeste sur les enjeux de moindre importance, fut notre leitmotiv. Et apporter des résultats concrets fut notre objectif constant. Nous n’avons jamais dévié de cette ligne de conduite même si cette Commission fut aussi celle de l’Europe de la polycrise. Des crises qui ont mis à rude épreuve la solidarité européenne. Et j’ai été le premier à dénoncer les fractures de solidarité qui se sont multipliées entre le Nord et le Sud, l’Est et l’Ouest.

J’ai toujours soutenu la Grèce dans les moments très difficiles qu’elle a traversés. Et j’ai toujours été convaincu que si un autre pays avait été confronté comme la Grèce aux mêmes problèmes sociaux, financiers, structurels, il n’aurait probablement pas su les affronter comme le peuple grec l’a fait, avec autant de courage et de dignité.

Aujourd’hui, la Grèce est enfin sortie de la tourmente, ce qui est la démonstration que lorsque solidarité et responsabilité européennes vont ensemble, cela fonctionne.

Et ayant la dignité du peuple grec et du peuple italien à l’esprit, j’ai toujours fortement et vigoureusement plaidé pour plus de solidarité avec ces deux pays pour gérer la crise migratoire qu’ils ont dû affronter. Parce qu’on ne peut pas laisser seuls ceux que la géographie a placés à des points d’entrée des migrants en Europe. L’Italie et la Grèce ont sauvé l’honneur de l’Europe en

Méditerranée. Nos efforts collectifs nous ont permis de réduire de façon significative le nombre d'arrivées de migrants en situation irrégulière, qui sont désormais à leur plus bas niveau en cinq ans, une baisse de 90% depuis 2015. En Italie, où depuis 2014 plus de 100 000 migrants en situation irrégulière arrivaient chaque année, le nombre de ces arrivées est tombé à 23 370 en 2018. La solidarité européenne a contribué à alléger la charge portée par les pays de première entrée tel que l'Italie. Quelque 13 000 demandeurs d'asile ont été relocalisés depuis l'Italie vers d'autres Etats membres entre 2015 et 2017. En outre, depuis 2014, la Commission a alloué au total 950 millions d'euros à l'Italie pour l'aider à faire face à la question de la migration et à la gestion du contrôle des frontières.

Ces exemples montrent que l'Union européenne est un processus complexe. Elle n'avance pas toujours de façon linéaire et sans accroc. Mais c'est aussi cela la démocratie européenne. Et au bout du compte l'Europe finit toujours par avancer pour peu que l'esprit de compromis et l'unité finissent par prévaloir.

### *L'Europe des promesses tenues*

Je pense notamment aux nouvelles propositions que cette Commission a présentées depuis le début de son mandat et qui ont été choisies avec soin pour qu'elles répondent aux véritables enjeux qui requièrent une action au niveau européen. Nous avons ainsi présenté 75% de propositions en moins par an que la Commission précédente et retiré 134 propositions législatives en suspens héritées de nos prédécesseurs. A ce jour, 348 propositions ont été adoptées dont 90% d'entre elles à l'unanimité du Conseil.

Ce sont 348 réponses européennes concrètes apportées à des préoccupations majeures de nos concitoyens avec le total soutien des Etats membres car l'Europe se fait toujours avec les Etats membres.

Prenons l'exemple de l'emploi, de la croissance et de l'investissement. Ce fut ma toute première priorité dès le début de mon mandat, en novembre 2014. Et mes premières décisions ont été de lancer un grand Plan d'investissement pour l'Europe, qui parfois porte mon nom, de renouveler en profondeur les sources d'emplois de notre marché unique en bâtissant l'Union du numérique, l'Union de l'énergie et l'Union des marchés des capitaux, et d'insuffler une dose de flexibilité bienvenue aux règles du Pacte de stabilité et de croissance, afin de mieux tenir compte des impératifs de croissance et d'investissement.

Et l'Italie fut l'une des grands bénéficiaires de ces choix politiques que nous avons faits puisque l'Italie est, en valeur absolue, le deuxième bénéficiaire au titre du plan Juncker qui a déjà mobilisé 400 milliards d'euros d'investissement dans toute l'Europe, dont presque 64 milliards en Italie.

L'Italie est aussi la principale bénéficiaire de la flexibilité exercée dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance entre 2015 et 2018 en raison notamment de conditions économiques défavorables, du soutien aux réformes structurelles et à l'investissement, et de circonstances exceptionnelles liées à des menaces pesant sur la sécurité, à la crise des réfugiés et aux tremblements de terre. Cette flexibilité a permis à l'Italie de dépenser et d'investir 30 milliards d'euros de plus, soit environ 1,8% de son PIB, par rapport à ce qu'elle aurait pu faire autrement.

De même l'Italie est le deuxième bénéficiaire des Fonds structurels et d'investissement européens, avec une enveloppe de 44,7 milliards d'euros d'aide de l'Union pour la période 2014-2020, soit en moyenne 735 euros par habitant provenant du budget de l'Union et qui bénéficient directement aux citoyens italiens, par exemple aux quelque 2 198 000 personnes qui ont pu avoir ainsi accès à des services de santé de meilleure qualité. Ces fonds, c'est aussi un soutien apporté à 101 622 entreprises avec à la clé la création de 23 425 emplois.

Tout cela n'a rien à voir avec la caricature persistante d'une Europe de l'austérité aveugle. Et les résultats sont là. L'Union européenne a désormais connu 23 trimestres consécutifs de croissance. Depuis le début du mandat de ma Commission, 12,6 millions d'emplois ont été créés. Le taux de chômage est à son plus bas niveau depuis le début de ce siècle. Et le taux d'emploi n'a jamais été aussi élevé. Aujourd'hui, en Europe, 240 millions d'hommes et de femmes sont au travail, c'est un chiffre record.

Si ces 12,6 millions d'emplois avaient été détruits, on aurait accusé la Commission d'être seule responsable, alors permettez-moi de revendiquer ne serait-ce qu'une partie de ces progrès.

Oui, les Institutions européennes ont beaucoup fait pour remettre l'Europe sur le chemin de la création d'emplois et de la croissance, mais je veux aussi rendre hommage aux Etats membres qui ont su prendre leurs responsabilités.

Cette croissance, ces emplois, c'était notre priorité mais elle n'avait de sens que si nous mettions l'équité au centre de nos préoccupations. L'Europe sociale fut l'un des piliers de notre action depuis le début. Là encore, l'Europe a changé, et continuera à changer.

Nous avons par exemple modifié les règles liées au détachement des travailleurs afin de corriger les risques d'abus et d'appliquer un principe de bon sens qui veut qu'un même travail au même endroit soit rémunéré par un même salaire. C'est là une avancée très significative qui s'inscrit dans la droite ligne du socle européen des droits sociaux proclamé en 2017. Ce socle, ce sont 20 principes essentiels pour défendre les droits des Européens dans un monde en mutation rapide.

Parce que si les Européens, et surtout les travailleurs, ne se sentent plus protégés par l'Europe, s'ils pensent que l'Europe ne se soucie que de compétitivité, n'écoute que la voix des marchés et n'a pas d'égard pour leur vie quotidienne et leurs perspectives d'avenir, alors ils se détourneront lentement mais sûrement de l'Europe.

C'est cette ambition de croissance juste et durable, tournée vers l'avenir, qui fonde aussi nos propositions pour le prochain cadre financier pluriannuel européen. Pour nos chercheurs, nos jeunes, nos agriculteurs et nos entrepreneurs, il est important que cette nouvelle génération de programmes européens débute bien à temps, et nous y travaillons.

### ***Des élections européennes décisives***

Donc la vérité est que l'Europe est aujourd'hui un peu moins imparfaite qu'elle ne l'était il y a quelques années. Mais cela ne veut pas dire que l'Europe est à l'abri, d'elle-même ou des autres.

Nombreux sont ceux qui veulent défaire l'Europe alors que dans ce monde à la fois de plus en plus multipolaire et de plus en plus imprévisible, l'Europe est plus que jamais indispensable pour

permettre aux pays qui la composent de répondre ensemble et plus efficacement aux nouveaux défis et au besoin de protection des citoyens. Et l'Europe ne pourra peser sur son devenir et sur le sort du monde que si elle agit unie par une même détermination et une volonté partagée de faire entendre sa voix. C'est cette conviction que les dirigeants européens ont exprimée à Sibiu, en Roumanie, le 9 mai jour de l'Europe, en adoptant à l'unanimité dix engagements pour continuer à renforcer l'Europe afin qu'elle soit adaptée aux réalités de demain.

Et alors que dans quelques semaines les citoyens européens seront invités à se rendre aux urnes pour des élections européennes qui s'annoncent décisives, il est plus important que jamais de leur tenir un discours qui parle des valeurs autour desquelles s'est construit le projet européen - la paix, l'État de droit, la liberté et la solidarité - mais aussi des grandes réussites de l'Europe et de sa capacité à infléchir le cours du monde.

J'entends souvent dire «Bruxelles» comme si l'Europe se réduisait à Bruxelles. Mais l'Europe c'est chacun de nos pays, chacune de nos régions et de nos villes, c'est chacun d'entre nous. Alors arrêtons de nationaliser les succès et de communautariser les échecs. C'est si nous jouons en équipe que nous pourrions gagner. Notre Union fait notre force! C'est pourquoi la composition du prochain Parlement européen est tellement importante. Il est essentiel de ne pas céder aux discours des eurosceptiques et des nationalistes pour choisir, au contraire, des députés engagés dans ce combat pour une Europe encore plus ambitieuse et plus efficace.

Et je compte sur l'Italie pour défendre cette Europe plus unie, plus forte, plus démocratique. Parce que l'histoire de l'Europe s'est toujours écrite avec l'Italie et l'avenir de l'Europe ne peut s'écrire qu'avec l'Italie.

Jean-Claude Juncker

Président de la Commission européenne